

# **La politique économique algérienne libérale : quelle pertinence ?**

**Ahmed TOUIL & Salim BENLOULOU**

Université de Tlemcen

**Résumé :** En phase de transition à l'économie de marché l'Etat algérien se doit d'effectuer un retrait certain de l'activité économique notamment par contraction des dépenses publiques. Mais en même temps ce même Etat est tenu de prendre des mesures de conduite de l'économie à plus d'efficacité et d'incitation à la production nationale qu'il formule en politique économique. En effet la politique économique, ensemble de mesures d'incitations et/ou de coercitions, est élaborée dans le cadre d'une stratégie globale de développement économique et social. Elle s'exprime par des plans ou programmes annuels ou pluriannuels. Elle est rendue opérationnelle par un instrument privilégié qui est à la base de l'élaboration du budget annuel à savoir la loi de finances. Celle-ci a pour objet de corriger les écarts de comportement des agents économiques par rapport à l'utilisation des ressources de la nation.

C'est ainsi que l'Etat algérien entreprend, depuis 1994 avec l'avènement du libéralisme économique, de procéder à la redynamisation de son économie. Des programmes, dits de relance économique, sont élaborés et mis en œuvre à cette fin. Mais à quelles cohérences obéit cette politique économique ainsi conçue étant donné le dysfonctionnement et les déséquilibres qui caractérisent alors cette économie. En effet cette dernière reste frappée de léthargie dans ses industries, d'endettement et d'un taux de chômage permanent des plus élevés malgré les efforts et les ressources qui lui sont alloués.

Aussi serait-il pertinent d'étudier, dans ce cadre, l'évolution des dépenses publiques – particulièrement dans leur volet infrastructures et création d'emploi – parallèlement à l'évolution, hors hydrocarbures, de la croissance du PIB et des industries manufacturières, de celle de la productivité du travail ainsi que celle de la fiscalité et d'en déceler ainsi les éléments de cohérence qui ont présidé à la formulation et à la conception de leur politique économique.

L'élaboration de la politique économique est toujours confrontée au dilemme des anticipations (Friedman; Lucas). Afin que les prévisions et décisions prises aient l'impact recherché et les résultats espérés les gouvernements, chargés de corriger les déséquilibres et dysfonctionnements économiques, fondent leurs actions sur les comportement futurs des agents économiques. Ces derniers peuvent avoir des réactions ou instantanée ou différées dans le temps. C'est ce genre de considération, pour éviter les mauvaises réactions par exemple, qui suppose comme préalable l'établissement des règles de conduite, et donc d'ériger les instruments adéquats, de manière à obtenir l'effet escompté.

Généralement dans une économie en transition, vers le développement et vers le libéralisme, la politique économique vise à infléchir les comportements des agents économiques à plus de rationalité dans le sens d'instaurer un processus croissant et cumulatif du produit réel (Perroux; Fourastié). Les comportements sont tributaires des motivations, incitations ou encore coercitions. Aussi la politique économique doit-elle prévoir des actions qui jugulent entre les grands déséquilibres tels chômage, inflation, absence d'investissement, déficits budgétaire et commercial, parité monétaire, mono production ...

Ce qui importe dans de tel cas d'étude ce n'est pas tellement les instruments mis en œuvre mais plutôt les modifications prévues et opérées réellement à l'intérieur de la structure économique globale. Et parce que tout porte finalement sur l'économique que peuvent être considérés comme moyens d'appréciation de la politique économique poursuivie, et par conséquent de perception des changements survenus, les éléments qui relèvent de la structure de la fiscalité, de la formation brute du capital fixe et des variations des stocks, des productivités et rendements marginaux des facteurs de production..... Dans le cas de l'économie algérienne ces évaluations sont effectuées hors secteur des hydrocarbures.

### **I. la fiscalité.**

La fiscalité, indicateur de l'origine des ressources, peut révéler à travers sa structure entre fiscalité directe et fiscalité indirecte la nature des activités économiques et leur évolution. Cependant cette considération doit être relativisée à l'expansion de activités économiques. En effet une faible ponction sur les revenus et bénéfices accompagnée d'une expansion de production et de la réduction du taux de chômage peut signifier que la fiscalité a pour but de motiver les investissements productifs nouveaux. Dans le cas contraire cela voudrait dire que la fiscalité n'a pas été porteuse de modification structurelle.

Sachant que le redressement économique avec l'augmentation des moyens monétaires et financiers, par re profilage et rééchelonnement de la dette extérieure, mis à disposition de l'économie a démarré en 1995 théoriquement les premiers effets en matière d'évolution des activités économiques devraient faire leur apparition avec la période dite de stabilité sociale et de reprise économique(1999). Autrement dit la modification de la structure fiscale devrait coïncider avec cette date. Qu'en est-il ?

La structure de la fiscalité algérienne peut être saisie à travers le tableau suivant :

Tableau n° 1 : La fiscalité (Unités : 10<sup>9</sup> DA) Source :trésor ; h.h = hors hydrocarbures

	1997	1998	1999	2000	2001
Fiscalité sur et revenus bénéfiques	81.8 (26%) <b>(9%)</b>	88.1 (27%) <b>9.5%</b>	72.2 (23%) <b>(7.6%)</b>	82.0 (23%) <b>(5%)</b>	98..5 (25%) <b>(6..5%)</b>
Impôts sur biens et services	158.6 (51%) <b>(17%)</b>	166.8 (51%) <b>(21.5%)</b>	162.4 (52%) <b>(17%)</b>	181.2 (52%)	196 ( 49%) <b>(13%)</b>
Recettes fiscales hh	313.9 <b>(34%°)</b>	329.8 <b>(42.6%)</b>	314.8 <b>(33%)</b>	349.5 <b>(22%)</b>	398.2 <b>(26%)</b>
Recettes hydrocarbures	592.5 <b>(64%)</b>	425.9 <b>(55%°)</b>	588.3 <b>(62%)</b>	1213.2 <b>(77%)</b>	1001.4 <b>(66%)</b>
Recettes fiscales totales	926.6	774.6	950.5	1578.1	1505.5

Les recettes vont en dents de scie. Sont –elles cycliques par rapport au cycle économique et y- a-t-il eu absence de correction ou bien est-ce une absence de maîtrise de l'évolution des activités économiques ? En effet si les recettes fiscales globales augmentent celles provenant de la fiscalité ordinaire diminuent relativement même si les proportions entre prélèvements sur les revenus -25% en moyenne- et ceux effectués sur biens et services-52% en moyenne- y concourent de manière constante.

Les sources de prélèvements restent donc identiques à elles mêmes et le secteur de la production reste faible puisque la fiscalité directe reste relativement constante au cours du temps. Ceci peut –il signifier une stagnation du secteur productif ? la source principale est-elle celle des salaires ?

Comment alors expliquer la croissance du PIB autrement que par sa composante services en particulier administratifs. Si les salaires et les bénéfiques ne constituent pas la source principale des prélèvements alors il n'y a eu ni expansion de l'assiette de l'impôt ni bénéfice significatif réalisé par les entreprises.

Par ailleurs les agents économiques ont-ils été motivé à révéler leurs activités et faire preuve de plus de rationalité économique ?

En effet l'effort financier de l'Etat est très important particulièrement dans son aspect investissement en capital. Le secteur de la production matérielle notamment industries manufacturières dispose de peu d'équipement.

Tableau n° 2 : les dépenses infrastructures (Unités : 10<sup>9</sup> DA)

Années variables	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Dépenses équipement			174.0	201.6	211.9	187.0	321.9	357.4
Au titre plan national								
-industries manufacturières		1.1					0.4	0.15
-agriculture		23.2					43.5	130
-services productifs		1.6					3.8	21
-infrastructures eco adm		25.5					57.7	165
-infrastructures sociales		6.5					10	33.2

Source : ONS / journal officiel n° 83/2003 – 79/2001 – 92/1999 – 87/1994

Le décideur public privilégie dans ses prévisions l'expansion des infrastructures. Mais il semble, tant sur le plan fiscal que celui de la production, les dépenses à caractère définitif n'ont d'impact important.

## II. Incidences sur les structures économiques

La modification de la structure économique reste l'un de objectifs fondamentaux de la politique économique algérienne.

Les modifications peuvent être appréhendées à travers la contribution de chacun des secteurs dans la formation du produit intérieur brut. En considérant le PIB hors hydrocarbures, puisque en partie la politique vise à la substitution de l'exportation des produits industriels et autres à ceux pétroliers. Que révèle l'examen du tableau suivant retraçant l'évolution de la structure du produit ?

Tableau n°3 la structure productive (Unités 10<sup>9</sup> DA)

	1997	1998	1999	2000	2001
PIB hh	1941.2	2171.9	2324.3	2454.6	2724.1
agriculture	242.7	304.5	338.2	325.8	387.3
Industries manufacturières	223.2	256.8	270.4	283.8	302.4
SHAP	633.7	696.7	768.7	836.2	920.1
SAP	347.7	386.1	413.0	424.6	482.5
BTP	276.6	300.9	307.7	334.1	357.7
Ipphh 100=1989	714	743	765	785	805
Ipc 100=1989	495	519	533	535	557
Chômage%	28	28	29	29	28
PAO occupée10 <sup>3</sup>	4719	4858	4898	4977	5157
Travail domicile10 <sup>3</sup>	1096	1135	1175	1263	1296
V.stocks	9.4	26.2	35.1	15.2	152.4
FBCF	638.1	728.8	789.8	869.3	931.1
I <sub>t</sub> B.	647.5	755	824.9	884.5	1083.5

Source:ONS l'Algérie en quelques chiffres n°29 & 30

*Hh= hors hydrocarbures; SHAP= services hors administration publique; SAP=services administration publique; Ipphh = indice des prix à la production; Ipc= indice des prix à la consommation; PAO=population active occupée ; V= variation; I<sub>t</sub> B= investissements bruts.*

Théoriquement tous les efforts et toutes décisions et mesures sont prises et élaborées en vue de la modification des structures économiques. Celles ci peuvent être saisies à travers l'évolution en termes de volume (pondération par les prix à la production hors hydrocarbures) des agrégats du tableau précédent.

Ainsi la formation du PIB considéré hors hydrocarbures est-elle conséquente à la formation du capital et des dépenses en infrastructures ?

Globalement l'état économique, durant le temps, est celui caractérisé par un taux de chômage élevé, des prix tant à la consommation qu'à la production qui croissent; une concurrence locale quasi inexistante au niveau des intrants puisque ceux-ci sont importés dans leur quasi totalité.

Concrètement et à partir de 1997, la part de chacun des secteurs dans la formation du PIB hors hydrocarbures, dont la participation se situe aux alentours des 35% , stagne et se stabilise un taux déterminé, 14% environ pour l'agriculture, 11% pour l'industrie laissant apparaître une valeur ajoutée importante des services administratifs (plus de 51%).

Par ailleurs l'évolution du PIB en volume (à pondération par les prix à la production) examinée par rapport à celle de la population active occupée, qui augmente lentement et au taux de chômage qui ne décroît pas de son niveau élevé de 28% en moyenne annuelle, semble sans incidence réelle sur la tendance générale de l'emploi.

Le taux de chômage est invariant durant la période considérée. Il demeure donc inélastique aux efforts financiers tels soutien à l'emploi, investissements, taux de croissance du PIB ou à la variation de stocks

Plus particulièrement le secteur industriel, considéré hors hydrocarbures, et dont les activités sont à 75% publiques, connaît une décroissance continue de sa production et du nombre de ses unités de production. L'utilisation des capacités de production (*analyse de conjoncture 2001*) y varie d'un niveau de 30% à 38% pour les industries "lourdes" à un niveau de 65% au mieux pour les industries agroalimentaires. Autrement dit l'industrie connaît un déclin continu ce qui sous entend et laisse donc présager une demande négative de travail.

Tableau n°4 : la croissance (en volume)

	1997	1998	1999	2000	2001
PIB hh	272	292,31	303,83	312,70	338,4
croissance		0,07	0,04	0,03	0,08
Agriculture	34( <b>12,5%</b> )	41 ( <b>14%</b> )	44,21( <b>14,4%</b> )	41,5( <b>13,3%</b> )	48,11( <b>14%</b> )
croissance		0,20	0,08	-0,06	0,16
Industries manufacturières	31,26( <b>11,5%</b> )	34,56( <b>11,8%</b> )	35,35( <b>11,6%</b> )	36,15( <b>11,56%</b> )	37,57( <b>11,10%</b> )
croissance		0,10	0,02	0,02	0,04
SHAP	88,75( <b>0,33%</b> )	93,77	100,5	106,52	114,30( <b>0,34%</b> )
croissance		0,06	0,07	0,06	0,07
SAP	48,7( <b>0,18%</b> )	52	54	54,1	60( <b>0,18%</b> )
croissance		0,07	0,04	00	0,11
BTP	38,74( <b>0,14%</b> )	40,5	40,22	42,56	44,43( <b>0,13%</b> )
croissance		0,05	-0,01	0,06	0,04
V.stocks	1,27	3,53	4,6	1,94	18,93
croissance		0,02	0,30	-0,58	8,76
FBCF	89,4	98,1	103,24	110,74	115,66
croissance		0,10	0,05	0,07	0,04
I <sub>t</sub> B.	90,7	102	108	115,62	134,6
croissance		0,12	0,06	0,07	0,16

En chiffres gras sont indiquées les parts relatives dans le PIB

Les taux de croissance semblent ne répondre à aucune logique puisque le prix de pétrole est stable et donc ne crée ni n'entraîne de perturbation d'amplitude majeure dans le reste de l'économie. En effet la variation des stocks est sans rapport avec l'accumulation du capital Structurellement l'économie fonctionne sans modification significative. Autrement dit comment expliquer la modification de la production si les parts des différentes branches restent constantes avec des productions à taux de croissance négatifs ou nul pour certaines ?

Qu'elle que soit la réponse les principales caractéristiques de l'activité industrielle, considérée comme nerf de l'économie, peuvent être résumées dans le tableau suivant concernant les années 1999 et 2000 considérées comme celles du retour à la normale tant sociale qu'économique

**Tableau n°5 : l'industrie**

Années	1999	2000
catégories		
effectifs	261.313	258.953
Salaires 10 <sup>9</sup> DA	57	58
Indice production(1998)	-1,5%	-3,8%
Chiffres affaires 10 <sup>9</sup>	425,019	422,14
Valeur ajoutée	151,2	157.6
Découvert bancaire	23,5	32,5
Stock produits finis	35,8	29,7
Stock matières premières	78,8	84

*Source : rapport annuel ministère des industries février 2001*

La remarque relative à la gestion du secteur est que les liquidités immobilisées, sous formes de stocks, sont importantes et représentent pour 1999 cinq (5) fois le découvert bancaire, 76% de la V.A ou 27% du C.A tandis que ces grandeurs relatives sont pour 2000 respectivement 3,5 fois, 72% et 27%. Par ailleurs les salaires augment de 2% pendant que les effectifs diminuent de 1% alors que l'inflation, par les coûts, est relativement importante en fin de période (ippi=816). Sur un autre chapitre il est à signaler qu'un programme de relance économique et de mise à niveau des entreprises publiques économiques est initié par le gouvernement. Autrement dit le secteur bénéficie d'importants avantages économiques telles infrastructures.

Le secteur le plus entraînant donc en matière de création d'emplois est en régression. Et par conséquent l'emploi qui est créé, et donc demandé, au niveau de l'économie, ne serait que de l'emploi précaire.

### III. La performance économique

Les rendements et productivités sont révélateurs de la rationalisation des moyens et de la rationalité des agents économiques. Ils indiquent donc la portée de la politique poursuivie en matière d'infléchissement des comportements à l'égard de l'utilisation des ressources économiques. Les quotients suivants appréhendent ces phénomènes et indiquent par ailleurs la tendance de la structure productive de l'économie et par conséquent la nature des décisions ayant présidé à sa configuration

Le capital (K) est assimilé à la formation brut du capital fixe

Tableau n°6 les ratios

	1997	1998	1999	2000	2001
K/L	18945	20193	22952	22250	22428
PIB/L	58	60	62	63	66
$\Delta$ PIB/ $\Delta$ L		0,22	0,54	0,11	0,12
PIIB/K	3,0	2,98	2,94	2,82	2,92
$\Delta$ PIIB/ $\Delta$ K		2,33	2,24	1,2	5,22
K/ PIB	0,33	0,34	0,34	0,35	0,34
$\Delta$ K/ $\Delta$ PIB		0,43	0,45	0,85	0,19
TMST <sub>K,L</sub>		10,6	4	11	43,5

Le coefficient du capital est constant tandis que le taux marginal de substitution technique est assez élevé et qu'en même temps tant la productivité du travail que sa mesure, à savoir l'intensité capitaliste, sont quasi constants. Facteurs qui n'expliquent nullement l'importance de l'investissement brut.

#### Conclusion :

Tout converge donc à signifier que la modification structurelle de l'économie ne s'est pas opérée et que la politique économique n'a pas d'incidences réelles sur les agents économiques. Autrement dit il semble que la théorie des anticipations rationnelles est plausible et que tout effort de l'Etat est instantanément prévu et donc annihilé par les agents économiques. Par conséquent les instruments, principalement monétaires et fiscaux, sélectionnés pour la réalisation des objectifs de la politique économique s'avèrent inadéquats dans le cadre de l'économie algérienne.

## **Bibliographie**

-ONS l'Algérie en quelques chiffres, série statistiques, conjoncture

- Journal officiel
- Rapports ministères et cnes

-Problèmes économiques "le retour de l'homo oeconomicus" in problèmes économiques n°2637  
10/1999

-M.Herland "la révolution Keynésienne" in cahiers français n°280/1997

-A.d'Autume "les nouvelles théories de la croissance" in cahiers français n°272/1995